



Septembre 2024  
**Bureau  
Bamako**

## **Revue de presse du Mali**

### **Semaine N°1 de Septembre**

---

Bienvenue sur la revue de presse hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

#### **Contenu**

-

- **Forum sur la  
Coopération Sino-Africaine  
(FOCAC): Le Mali veut renforcer ces  
relations économiques**

- **Syndicalisme et politique : Des  
jumeaux destinés à cheminer ensemble**

**Réunion de l'OCI à Yaoundé : Le Mali  
maintient ses accusations contre  
l'Ukraine**

## Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) Le Mali veut renforcer ces relations économiques

Le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, est en Chine pour participer du 04 au 06 septembre 2024, au Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC).

Le forum qui reçoit également plusieurs autres dirigeants africains veut renforcer les relations économiques et diplomatiques entre la Chine et les pays africains. La présence du Président de la Transition, souligne l'importance que le Mali accorde à ces relations.

Au cours du FOCAC, les discussions porteront sur divers aspects de la coopération bilatérale, notamment le développement économique, les infrastructures, et la sécurité. La délégation malienne, dirigée par le Colonel Goïta, va consolider les partenariats existants et explorer de nouvelles opportunités de collaboration avec la Chine.

A travers sa présence au Forum, le colonel Goïta souligne l'importance accordée par le Mali à ses partenariats internationaux dans un contexte international complexe.

Après la rupture d'avec la France, le Mali cherche à établir des liens avec des pays perçus comme plus respectueux de ses choix politiques.

La Chine, en raison de son approche de non-ingérence et de son engagement dans des projets de développement en Afrique, apparaît comme un allié important.

La visite du Colonel Goïta en Chine illustre sa détermination à diversifier les partenariats du Mali et à renforcer les relations avec des puissances émergentes. Ce déplacement pourrait ouvrir une nouvelle ère dans les relations sino-maliennes, basée sur une coopération mutuellement avantageuse et un respect mutuel.

Cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large de réorientation de la diplomatie malienne visant à réduire la dépendance du pays envers ses anciennes puissances coloniales.

Mais surtout à renforcer ses relations avec des pays prêts à coopérer sur un même pied d'égalité et à respecter son indépendance.

Le forum comprendra plusieurs événements, y compris des réunions de haut niveau, des performances artistiques, et une conférence des entrepreneurs Chine-Afrique.

C'est une occasion stratégique pour le Mali de renforcer sa position sur la scène internationale, particulièrement en cette période où le pays cherche à diversifier ses alliances économiques.

**Source : La rédaction/Malikilé**

## Syndicalisme et politique : Des jumeaux destinés à cheminer ensemble

Depuis quelques temps, force est de constater que de leaders syndicaux se retrouvent sur l'espace politique.

Le cas de Hamadoun Ba, secrétaire général du SYNABEF et secrétaire général adjoint de la première centrale syndicale du Mali, en est une parfaite illustration.

Certaines voix se sont levées pour dénoncer cette immixtion du syndicalisme sur la scène politique, arguant que ceci n'est pas normal. Et pourtant, l'histoire nous enseigne le contraire.

Depuis sa sortie de prison, après quelques jours de détention suite à une affaire interne de son syndicat, le puissant Secrétaire général du syndicat des banques, établissements financiers, commerces, assurances et pétrole (SYNABEF) s'affiche ouvertement sans l'espace politique.

Hamadoun Ba a publiquement invité le président de la transition à se porter candidat à la prochaine élection présidentielle.

En plus, le tout nouveau secrétaire général adjoint de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) s'en est pris, récemment sur un plateau de TV privée, au Premier ministre de la transition.

C'était à l'occasion de l'an IV de la transition. Dans cette émission, Ba a étalé le comportement contradictoire du chef des tigres.

Il n'en fallait pas plus pour que des voix s'élèvent pour dire qu'il ne sied pas pour un leader syndicaliste de se mêler de la politique. En revisitant le rôle d'un syndicat et l'histoire politique, c'est tout le contraire.

Ce qu'il faut savoir du rôle des syndicats. Tout d'abord, que ces voix sachent que les syndicats sont des organisations qui représentent les intérêts des travailleurs, cherchant à améliorer leurs conditions de travail, leurs salaires, et leurs droits.

Historiquement, ils ont souvent joué un rôle actif dans la politique, que ce soit par le biais de l'influence directe sur les politiques publiques ou par leur association avec des partis politiques.

C'est ainsi qu'ils peuvent influencer la politique de différentes manières : lobbying, mobilisation sociale, participation aux élections.



En termes de lobbying, les syndicats font pression sur les gouvernements pour adopter des législations favorables aux travailleurs.

En ce qui concerne la mobilisation sociale, ils organisent des grèves, des manifestations, et des campagnes pour sensibiliser l'opinion publique et influencer les décideurs.

Pour leur participation aux élections, dans certains pays, les syndicats soutiennent des candidats ou des partis politiques, voire présentent leurs propres candidats.

C'est le cas de la CGT en France, (Confédération générale du travail) a, historiquement, des liens étroits avec le Parti communiste français (PCF).

C'est aussi le cas du Labour Party au Royaume-Uni qui a été historiquement fondé avec le soutien des syndicats pour représenter les intérêts des travailleurs au Parlement.

t puis qu'elles retiennent aussi qu'il y a des modèles de syndicalisme tels que le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolutionnaire.

Le premier, cité, souvent observé en Europe de l'Ouest, vise à travailler avec l'État et les employeurs pour obtenir des réformes de façon graduelle.

Pour ce faire, les syndicats cherchent à influencer les politiques publiques par la négociation et le dialogue social.

Quant au syndicalisme révolutionnaire, plus radical, rejette souvent la collaboration avec les structures de pouvoir existantes et peut prôner des changements sociaux plus profonds par des actions directes comme les grèves générales.

### Les syndicats au Mali, acteurs majeurs dans les changements politiques

En retournant un peu dans les luttes pour l'indépendance du Mali, on se rend compte que les syndicats ont été à l'avant-garde.

En effet, c'est grâce à des militants des organisations politiques et syndicales de gauche venus de la métropole notamment celles proches du Parti Communiste Français, qui ont été les initiateurs de la création des syndicats au Mali.

Ils ont créé les cercles d'études marxistes ont marqué surtout la jeunesse estudiantine et les quelques cadres locaux qui travaillaient au sein de l'administration coloniale.

Pour beaucoup de jeunes étudiants de l'époque, c'était comme un passage obligé. Avec la création de ces syndicats, les grèves commencèrent.

C'est ainsi qu'est né le PAI (Parti Africain pour l'indépendance) dans le feu des luttes notamment celles des cheminots de la ligne de chemin de fer du Dakar-Niger en 1947-1948.

C'était le 15 septembre 1957 à Thiès au Sénégal par un manifeste signé par vingt-trois patriotes africains originaires de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Ils étaient principalement enseignants, médecins, pharmaciens, dentistes, fonctionnaires, ouvriers, ingénieurs, étudiants et artistes.

Dans cette atmosphère que le Soudan français et plusieurs autres territoires accédèrent à Après huit (08) ans de gestion, le régime de Modibo Keita fut victime d'un coup d'État militaire le 19 novembre 1968.

De cette date jusqu'au 26 mars 1991, la centrale syndicale, l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) n'a cessé de revendiquer les droits des travailleurs.

C'est grâce à elle et au syndicat des élèves et étudiants (AEEM: Association des élèves et étudiants du Mali) que les organisations politiques ont pu arriver à faire tomber le régime civilo-militaire du Général Moussa Traoré.



En organisant une grève illimitée jusqu'à la démission du Chef de l'État, l'UNTM avait sonné le glas du pouvoir en place.

A la chute du régime, elle a occupé la vice-présidence de la transition à travers le CTSP (Comité de transition pour le salut du peuple).

Auparavant, elle avait un lieu privilégié de formation et de maturation des futurs leaders politiques qui vont faire renverser le régime.

Ces leaders ont été formés les milieux syndicaux des enseignants et des scolaires, des travailleurs de la santé, de la culture, de la presse et de la justice.

Récemment avec les mouvements populaires de contestation contre le régime de feu IBK, les syndicats ont joué un rôle crucial.

Même si l'UNTM n'y faisait pas partie, il y avait d'autres centrales syndicales comme la CSTM (Confédération syndicale des travailleurs du Mali), la CDTM (Centrale démocratique des travailleurs du Mali).

Il y avait aussi des syndicats autonomes tels que la puissance de synergie des syndicats d'enseignants signataires du 15 octobre.

A la chute du régime de feu IBK, la centrale syndicale, UNTM, a joué un rôle efficace d'apaisement du climat social, ce qui permet aux autorités de la transition de s'occuper "à tête reposée" de la gestion du pays.

Au regard de tout ce qui précède, ce n'est pas trop dire que le syndicalisme et la politique sont intimement liés. Comme le dit un adage bien connu chez nous : " Que le poisson soit dans le filet de Lassinè ou dans celui de Fousseyni, c'est la maman des jumeaux qui en sera toujours heureuse".

Source : Malikilé

### Réunion de l'OCI à Yaoundé : Le Mali maintient ses accusations contre l'Ukraine

Lors de la 50e session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) qui s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun,

le ministre des Affaires étrangères du Mali, Abdoulaye Diop, a réaffirmé les accusations de soutien au terrorisme international contre l'Ukraine.

Les tensions entre Bamako et Kiev ont été ravivées, avec le ministre Abdoulaye Diop dénonçant une prétendue collusion entre l'Ukraine et des groupes armés opérant au Sahel.

Selon M. Diop, les déclarations émanant des services de renseignements militaires ukrainiens et de l'ambassadeur de l'Ukraine au Sénégal confirment le rôle de l'Ukraine en tant que soutien actif au terrorisme international.

Cette réunion a également été l'occasion pour des responsables ukrainiens de revendiquer une aide apportée aux rebelles du Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA) lors des affrontements récents dans le nord du Mali.

Ces allégations ont conduit le Mali et le Niger à rompre leurs relations diplomatiques avec l'Ukraine. Le chef de la diplomatie malienne a souligné que la posture de l'Ukraine confirme que les armes fournies à ce pays par les puissances occidentales alimentent le terrorisme et la criminalité au Sahel,

représentant ainsi une menace pour la paix et la stabilité internationales. En réponse à cette situation, les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance des États du Sahel ont saisi le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Secrétariat général de l'OCI, appelant à une condamnation ferme des actes d'agression et de soutien au terrorisme. Le Mali a salué

la décision de l'OCI de retirer la demande de statut d'Observateur de l'Ukraine, considérant que ce pays n'a pas sa place au sein de la Oummah Islamique...

source: La redaction

**Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

**Ulf Laessing**, Directeur régional programme Sahel  
basé à Bamako

**Aminata Traore**, Assistante de Programmation /  
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

[www.kas.de/Sahel](http://www.kas.de/Sahel)

[https://twitter.com/KAS\\_Sahel](https://twitter.com/KAS_Sahel)

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

[Ulf.laessing@kas.de](mailto:Ulf.laessing@kas.de) / [Aminata.traore@kas.de](mailto:Aminata.traore@kas.de)

---

Badalabougou - Est  
Bamako/Mali  
B.P. E 1247  
Téléphone:  
+223-20.23.00.36  
[Info.bamako@kas.de](mailto:Info.bamako@kas.de)  
[www.kas.de/sahel](http://www.kas.de/sahel)

[www.kas.de](http://www.kas.de)